

Plus belle la ville

avec l'économie sociale et solidaire



Les communes et intercommunalités partagent avec les acteurs de l'ESS des préoccupations communes : répondre aux besoins quotidiens et aux problématiques des habitants. Il n'est donc pas surprenant que les secteurs investis par l'ESS se trouvent au cœur des compétences locales : action sociale et santé, transports et mobilités, logement, culture, sports et loisirs, développement économique et emploi, gestion des déchets, protection de l'environnement...

Dans un contexte de contraction des finances publiques, les communes, intercommunalités et acteurs de l'ESS doivent plus que jamais devenir des partenaires au service des territoires. En soutenant l'ESS, les communes et intercommunalités ne soutiennent pas seulement une économie différente : elles renforcent la cohésion sociale et la résilience des territoires, relocalisent l'économie et accroissent l'attractivité locale, tout en développant leur capacité à relever les défis sociaux et écologiques d'aujourd'hui et de demain.

La CRESS Occitanie propose ainsi des mesures concrètes, adaptées aux leviers d'actions dont disposent les communes et intercommunalités, pour faire de l'ESS un axe majeur des politiques locales et construire ensemble des villes et villages plus solidaires, durables et résilients.

La CRESS Occitanie a pour mission de fédérer et de représenter les acteurs de l'ESS en Occitanie. En tant qu'instance de représentation, la CRESS Occitanie joue également un rôle important pour faire rayonner l'ESS, promouvoir son action et défendre ses intérêts en région.

La CRESS Occitanie porte également une mission d'appui au développement de l'ESS en Occitanie à travers l'orientation et l'accompagnement des structures et porteurs de projets, son travail avec les collectivités, les acteurs publics, et avec l'écosystème d'accompagnement et de financement. Pour appuyer tous ces acteurs, elle a développé des expertises thématiques dans des champs d'action aussi divers que la transition écologique juste, les achats socialement et écologiquement responsables, l'habitat durable et solidaire, la revitalisation des territoires...



En savoir plus
cressoccitanie.org/municipales2026

Contact
communication@cressoccitanie.org

Nos propositions

Piloter et ancrer dans la durée une politique dédiée à l'ESS

Inscrire l'action de la commune ou de l'intercommunalité en faveur de l'ESS dans un cadre clair, c'est assurer une stratégie et un pilotage efficace, une transversalité entre les différentes politiques publiques et une reconnaissance institutionnelle des acteurs locaux. En tant que futurs élus, vous pouvez par exemple vous engager à :

- Désigner un élu délégué à l'ESS et créer un service (inter)communal dédié à l'ESS qui puisse faire le lien avec les autres services
- Sensibiliser et former l'ensemble des élus et agents à l'ESS et adhérer au Club des Collectivités piloté par la CRESS Occitanie et le RTES pour s'outiller et se former
- Rédiger une feuille de route pluriannuelle pour le développement de l'ESS sur le territoire et flécher une part du budget communal et/ou intercommunal vers l'ESS
- Reconnaître et laisser le temps au droit à l'expérimentation et à l'innovation sociale
- Associer les acteurs de l'ESS et les habitants à l'élaboration des documents de planification territoriale et des politiques publiques

Mettre en œuvre des modalités de financements adaptées aux structures de l'ESS

Les structures de l'ESS sont des acteurs économiques à part entière. Elles ont, au même titre que les entreprises conventionnelles, besoin de moyens financiers pour révéler tout leur potentiel. Les communes et intercommunalités disposent de divers moyens d'actions pour les soutenir. En tant que futurs élus, vous pouvez par exemple vous engager à :

- Instaurer une fiscalité locale avantageuse pour les structures de l'ESS
- Mettre en place des dispositifs de soutien financier construits avec les acteurs de l'ESS : aides à l'installation ou au démarrage, subventions, appels à projets ou à manifestation d'intérêt adaptés aux structures de l'ESS et laissant la place à l'expérimentation...
- Privilégier les conventions pluriannuelles, qui permettent d'avoir plus de visibilité et d'instaurer un partenariat dans la durée
- Diversifier les financeurs de la collectivité en sollicitant les acteurs de la finance et de l'épargne éthique et solidaire pour financer des projets d'utilité sociale et/ou environnementale
- Faciliter l'accès des acteurs ESS au prêt bancaire en mettant en place un fonds de garantie dédié et/ou en jouant un rôle de facilitateur de liens et de garant auprès d'autres interlocuteurs tels que les autres acteurs économiques, les mécènes, les banques, etc.

Accompagner matériellement et techniquement les projets et initiatives des acteurs de l'ESS

Outre le soutien financier, les communes et intercommunalités peuvent mobiliser de nombreuses ressources complémentaires pour créer un cadre favorable à l'installation et au maintien de structures de l'ESS sur leur territoire et au développement de projets utiles à la collectivité. En tant que futurs élus, vous pouvez par exemple vous engager à :

- Faciliter l'accès au foncier aux structures et porteurs de projets ESS via par exemple la mise à disposition de locaux ou de terrains, la réhabilitation de friches industrielles, la préemption de terrains ou de bâtis, des affectations provisoires de vacances immobilières, ou en servant d'intermédiaire de confiance avec des bailleurs privés et publics, etc.
- Mobiliser les ressources humaines et techniques de la collectivité pour accompagner les porteurs de projets et structures de l'ESS dans leurs initiatives, notamment lors des étapes clés comme l'élaboration du cahier des charges, l'étude de faisabilité, le montage juridique et financier, les démarches administratives, les réponses aux appels à projets...
- Créer un guichet unique d'information à destination des porteurs de projets et structures de l'ESS et contribuer à rendre lisible l'écosystème des acteurs de l'accompagnement et du financement présents sur le territoire
- Créer ou appuyer la création de dispositifs spécifiques d'accompagnement, tels que des incubateurs et pépinières
- Valoriser et mettre en lumière les acteurs de l'ESS dans la communication et la programmation événementielle de la collectivité

Mobiliser la commande publique pour des achats et prestations de services responsables

La commande publique représente un levier majeur pour les communes et intercommunalités souhaitant soutenir les structures de l'ESS en fléchant vers elles une partie de leur politique d'achats. En tant que futurs élus, vous pouvez par exemple vous engager à :

- Désigner un référent ESS au sein de la direction des Achats de la collectivité et former l'ensemble des élus et techniciens sur le sujet
- Intégrer des clauses sociales et environnementales dans les critères d'attribution des marchés publics et développer des marchés ou des lots réservés aux entreprises de l'ESS notamment dans des secteurs clés : gestion des déchets, restauration collective, énergie...
- Réserver l'offre relevant de l'action sociale et du soutien aux plus vulnérables aux structures de l'ESS dans les marchés publics et les concessions ou délégations de services publics
- Favoriser les réponses collectives en groupement pour favoriser la coopération entre acteurs ESS plutôt que la mise en concurrence
- Élaborer un schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER)

Favoriser et soutenir la coopération territoriale entre acteurs de l'ESS

La coopération économique entre structures de l'ESS est un véritable atout pour proposer une réponse transversale aux besoins des habitants et pour consolider leur modèle socio-économique et capacité d'action en mutualisant leurs ressources. Les communes et intercommunalités peuvent soutenir la structuration et le développement de ces coopérations territoriales. En tant que futurs élus, vous pouvez par exemple vous engager à :

- Appuyer les Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE), qui contribuent à la structuration de filières ou d'un écosystème territorial, en dédiant une ingénierie d'accompagnement à leur émergence ou en soutenant l'animation de PTCE existants
- Accompagner et soutenir les démarches de coopération et de mutualisation (tiers-lieux, fab-lab, bureaux partagés, Groupements d'Intérêt Économique (GIE), territoires zéro chômeur de longue durée, etc.) en les soutenant financièrement et/ou en mettant à leur disposition les espaces et ressources pour favoriser leur collaboration : locaux, mise en réseau, animation de réseau...
- Accompagner et soutenir les Groupements d'employeurs (GE) qui permettent de mutualiser des emplois via des aides à l'emploi
- Favoriser les appels à projets collectifs et les réponses en groupement
- Participer au capital de Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) agissant dans des secteurs stratégiques pour le territoire